

Le drame des migrants rançonnés

CORNE DE L'AFRIQUE • Des migrants qui fuient l'Erythrée ou l'Ethiopie sont enlevés contre rançons au Soudan ou dans le Sinai, en Egypte. Un phénomène que la Suisse tente de combattre à la racine.

KESSAVA PACKIRY

«Cela faisait plusieurs semaines que j'étais sans nouvelles de mon frère, qui se trouvait dans le camp de réfugiés de Shagarab, au sud-est du Soudan. Et puis, un jour, j'ai reçu un coup de fil anonyme. On me faisait savoir qu'il avait été enlevé. Que je devais payer 5000 dollars (4600 francs environ, ndr) pour sa libération. J'avais deux semaines pour le faire. J'étais sous le choc...»

Erythréen établi dans le canton de Fribourg depuis plusieurs années, Asehel* a tout fait pour réunir la somme exigée dans les temps, en partie grâce à la solidarité de la diaspora. S'il ne l'avait pas fait, les ravisseurs n'auraient pas hésité une seconde à «revendre» l'otage à des tribus bédouines reconverties dans l'enlèvement, dans le Sinai. Là, son frère aurait été torturé. Et sa rançon aurait grimpé à 50 000 dollars. «Il n'est même pas sûr qu'ils l'auraient libéré...», avance Asehel.

L'homme qu'il avait eu au téléphone parlait le tigrigna et l'arabe, deux des langues officielles de l'Erythrée. Il lui avait dit de se rendre dans une ville allemande, non loin de Schaffhouse. «J'ai remis l'argent à un intermédiaire, qui a aussitôt disparu. Quelques jours plus tard, mon frère était libéré, au bout de deux mois de captivité. Bien que les papiers dont il dispose au Soudan ne lui permettent pas de résider ailleurs que dans le camp de réfugiés, il n'a pas voulu y retourner, par peur d'être à nouveau enlevé. Il vit depuis dans la clandestinité, à Khartoum. Cela va faire un an maintenant.»

Des complices

L'histoire d'Asehel n'est pas unique. «C'est malheureusement un cas assez typique», relève Alexandra Geiser, analyste à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (Osar). Auteur d'un rapport sorti l'an dernier, intitulé «Erythrée: enlèvements, mandés de rançons et trafic d'organes», elle souligne que de nombreuses personnes établies en Suisse ont signalé des proches ou amis retenus au Soudan ou dans le Sinai. Difficile toutefois de donner un chiffre. Selon Asehel, plusieurs de ses compatriotes auraient en tout cas vécu pareille situation.

Professeur à l'Université de Tilburg, aux Pays-Bas, Mirjam van Reisen confirme que de nombreux enlèvements ont lieu au camp de Shagarab, géré par le Gouvernement



Près de 3000 Erythréens par mois transitent par le Soudan pour tenter de rejoindre l'Europe ou Israël. A quel prix? KEYSTONE-A



«Il y a un réel manque de sécurité dans ce camp»

MIRJAM VAN REISEN

empiré depuis la chute du président Hosni Moubarak», avance Alexandra Geiser. La plupart des migrants rançonnés sont d'origine érythréenne ou éthiopienne. Et c'est un marché lucratif. En 2012, la police israélienne a démantelé un cercle de trafiquants, rapporte l'Osar. «Les proches établis en Israël devaient payer des rançons par le biais d'un bureau de change à Tel-Aviv. En l'espace d'une année et demie, près de 2,4 millions de dollars ont été virés de cette manière.»

Marché lucratif

Le phénomène des migrants rançonnés au Soudan ou dans le Sinai est récent. Il a été mis en lumière par des ONG approchées par des victimes ou leurs proches. Puis peu à peu documenté, par le HCR notamment. «La première fois que j'ai entendu parler d'un cas d'enlèvement dans cette région, c'était fin 2010. Donc avant même le Printemps arabe. Mais il est vrai que les choses ont

tout particulièrement la cruauté dont peuvent faire preuve les preneurs d'otages: «Nous étions seize et avions été conduits dans une maison, dans le Sinai. Les ravisseurs nous ont tout de suite dit qu'ils voulaient de l'argent contre notre libération. L'un d'entre nous a répondu qu'il serait incapable de payer. Ils ont voulu en faire un exemple: ils l'ont déshabillé, puis frappé violemment avec des bâtons en bois. Il saignait de partout. Les ravisseurs ont continué à le battre avant de l'asperger d'essence et de lui mettre le feu.»

Un autre Erythréen, âgé de 17 ans, raconte que les otages étaient régulièrement torturés, et les femmes violées quotidiennement. «Pendant qu'ils nous torturaient, ils nous obligeaient à appeler nos familles...» Selon Mirjam van Reisen, il y aurait eu des centaines, voire un millier de personnes capturées sur la route de la migration. Entre 2010 et 2012, on estime entre 200 et 300 le nombre de personnes tuées durant leur captivité. I

* Prénom d'emprunt

UNE DÉCISION QUI TARDE À VENIR

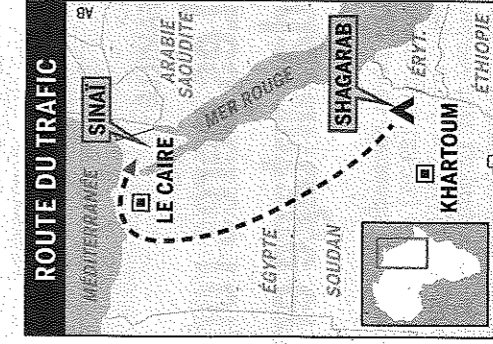
Comme deux tiers des demandeurs d'asile érythréens en Suisse, le frère d'Asehel a déserté son armée. Et lui un régime de fer. Depuis que ses ravisseurs l'ont libéré, il y a un an, ce chrétien orthodoxe vit reclus dans la capitale musulmane de Khartoum. Sans papier, les seuls qu'il possède ne l'autorisant qu'à rester dans l'immense camp de réfugiés de Shagarab, non loin des frontières éthiopienne et érythréenne. «Je lui envoie chaque mois 200 dollars environ, afin qu'il puisse vivre et payer le silence de la police, qui effectue de nombreux contrôles», raconte Asehel. Qui désespère: bien avant que son frère ne soit enlevé, il avait déposé une demande d'asile en son nom auprès de l'Office fédéral des migrations (ODM). «J'ai fait cette demande en avril 2012, mais je n'ai toujours pas de nouvelles.»

Du côté de l'ODM, on n'entend rien commenter. «Pour des raisons de protection de données personnelles», précise sa porte-parole Céline Kohprath. Conseiller scientifique auprès de la Direction fédérale bourgeoise de la sécurité et de la justice, Didier Page, qui suit ce dossier, indique: «La DSJ a été approchée en novembre 2012 par les personnes qui épaulent Monsieur Asehel dans cette demande. Vu le caractère tragique de ce cas, le Service de la population et des migrants a immédiatement auditionné M. Asehel afin de faire le point sur la situation de son frère. Nous avons transmis le dossier ainsi constitué à l'ODM, en sollicitant un traitement prioritaire de la demande vu la situation particulière de détresse. Rien ne semble avoir bougé depuis lors. Il est vrai que c'est un cas complexe. En outre, depuis la dernière révision de la loi sur l'asile, la désertion n'est plus un motif d'asile. Le canton ne se prononce d'ailleurs pas sur le fond de la demande qui relève de la Confédération. Mais il plaide en faveur d'une décision rapide.»

En attendant, Asehel s'inquiète: son frère évoque de plus en plus l'idée de rejoindre la Libye, puis l'Europe en bateau. Asehel craint cette perspective. Il a encore en mémoire le drame de Lampedusa: au début octobre, plus de 300 migrants ont péri en mer au large de la Sicile. La majorité d'entre eux étaient des Erythréens, qui forment la plus grande communauté de migrants au monde. «Un de mes proches était à bord de ce bateau...» KP

RÉDUITS À L'ESCLAVAGE

Qui sont les ravisseurs? Des Bédouins, autrefois passeurs ou trafiquants d'armes vers Gaza. Parmi ces tribus, on trouve les redoutables Rashaidas, originaires d'Arabie saoudite, qui peuplent aujourd'hui le Sinai et le nord-est du Soudan. «Des rumeurs disent que l'armée érythréenne serait également impliquée dans ce trafic», relève Alexandra Geiser, analyste à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (Osar). «J'ai entendu qu'il y a quelques semaines, des Erythréens avaient été enlevés dans leur propre pays. Est-ce que les militaires sont derrière ça? Difficile à affirmer. Comme il est difficile de dire s'il s'agit là d'un phénomène isolé ou appelé à prendre de l'ampleur», indique pour sa part David Bozzini, anthropologue à l'Université de Neuchâtel, spécialiste de l'Erythrée. Les migrants dont la rançon ne peut être payée sont soit tués



TRAFIC DES MIGRANTS

En chiffres

- > **Contexte.** Selon le HCR, le nombre d'Erythréens qui transitent par le Soudan en vue de migrer vers Israël ou l'Europe s'élève à 3000 par mois.
- > **Morts en captivité.** Entre 2010 et 2012, 200 à 300 personnes seraient mortes en captivité dans le Sinai.
- > **En captivité.** Entre janvier et août 2013, le HCR a eu connaissance de 58 cas de personnes enlevées, contre 273 l'année précédente.

Préoccupé par le sort des migrants dans le Sinai, le conseiller aux Etats Luc Recordon a interpellé en août la commission de politique extérieure sur ce sujet. «Je suis un peu rassuré: notre pays est conscient du phénomène et s'implique, en tentant de combattre le mal à la racine», indique le vert vaudois.

Ce que confirme Carole Wälti, porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DEAF): «La Suisse s'engage dans la Corne de l'Afrique et au Yémen pour la protection des réfugiés, déplacés internes et migrants. Il s'agit d'un programme comprenant divers projets avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Comité international de la Croix-Rouge, l'Organisation internationale pour les migrations ou encore le Programme alimentaire mondial (OIM), mais égale-

Combattre le mal à la racine

ment avec des mesures de soutien aux gouvernements des pays qui accueillent des réfugiés comme le Yémen ou le Soudan. Les montants de l'engagement suisse pour ce programme s'élèvent à environ 13 millions de francs pour 2013.»

Enfin, la Suisse entend lancer dans le courant de ce mois un projet axé sur l'aide aux victimes en collaboration avec les instances gouvernementales ou des ONG. «La Suisse a été le premier pays à se soucier de cette problématique et à apporter sa contribution», rappelle Carole Wälti.

Sur le plan national, la police fédérale est aussi consciente du problème. Et s'attelle notamment à recueillir des preuves auprès des Erythréens qui ont eu à payer pour des proches. «Mais nous nous heurtons à un mur du silence», re-

grette son porte-parole Alexander Rechsteiner. Ce qui n'entonne guère David Bozzini, anthropologue à l'Université de Neuchâtel et spécialiste de l'Erythrée. «Il y a la peur de la présaillie, que ce soit ici ou là-bas. On a affaire à un gros réseau mafieux», rappelle-t-il. «Il faut aussi comprendre que même si les Erythréens vivent en Suisse depuis longtemps, ils ont gardé cette profonde méfiance vis-à-vis des autorités. En Erythrée, moins les autorités en savent, mieux on se protège.»

La police fédérale pourrait toutefois tenir une autre piste: le groupe de contrôle Erythrée et Somalie des Nations Unies aurait signalé aux autorités belges qu'une partie de l'argent extorqué aurait été transférée sur un compte en banque suisse. Fedpol n'entend faire aucun commentaire sur cette affaire. KP